Comment les Arabes ont entubé les palestiniens durant la guerre de 1948 et par la suite !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 3 mai 2022

Les dirigeants arabes du Liban, de la Jordanie, de la Syrie, de l'Irak et de la Ligue arabe se réunissent pour discuter de stratégie pendant la guerre israélo-arabe de 1948, à Daraa (ou Deraa), Syrie. Après la guerre, les États arabes ont exploité les Palestiniens pour leurs propres objectifs.

Traduction Web.

Comment les dirigeants arabes ont sapé l'existence d'un État palestinien

Roie Yellinek et Assaf Malach

***Middle East Quarterly* – Printemps 2022 (voir PDF)**

Roie Yellinek est chercheur associé au Centre BESA et chercheur non résident au Middle East Institute.

Assaf Malach est le fondateur et directeur du Jewish Statesmanship Center, maître de conférences au Shalem College et chercheur à l'Institut Shalom Hartman.

Alors que la « question de Palestine » a longtemps dominé la politique interarabe, non seulement les États arabes ont été poussés par leurs propres arrière-pensées, mais ils ont également montré peu d'intérêt pour le bien-être des Palestiniens, sans parler de leur demande d'un État des leurs. Cette vision remonte aux années du mandat (1920-48) lorsque les soi-disant champions du mouvement panarabe naissant – le

roi Fayçal d'Irak, l'émir Abdallah de Transjordanie et le roi égyptien Faruq – considéraient la Palestine comme faisant partie de leur soi-disant empires. Cette situation a culminé dans la guerre de 1948 lorsque l'assaut entièrement arabe contre Israël a été lancé dans la poursuite des objectifs impérialistes des États envahisseurs – et non en faveur de l'autodétermination palestinienne. Selon les mots du secrétaire général de la Ligue arabe, Abdel Rahman Azzam :

Abdullah devait engloutir les régions montagneuses centrales de la Palestine, avec un accès à la Méditerranée à Gaza. Les Égyptiens obtiendraient le Néguev. [La] Galilée irait en Syrie, sauf que la partie côtière jusqu'à Acre serait ajoutée au Liban. [1]

Dans les décennies qui ont suivi la guerre arabo-israélienne de 1948, les États arabes ont continué à utiliser les Palestiniens à leurs propres fins, exploitant le « problème des réfugiés » nouvellement créé pour ternir la position internationale d'Israël et canaliser la colère de leurs sujets opprimés vers l'extérieur. Ils n'ont pratiquement rien fait pour résoudre ce problème, encore moins pour faciliter la cristallisation du nationalisme palestinien et l'accession à un État.

Ce manque constant de reconnaissance d'une nationalité palestinienne distincte par les États arabes a été perpétré par les principales parties au conflit arabo-israélien : la Jordanie, l'Égypte et la Syrie.

Identité nationale jordanienne

La Jordanie a régné sur plus de Palestiniens que tout autre État arabe, en particulier pendant son occupation de la Cisjordanie entre 1948 et 1967. Au cours de ces années, le royaume est devenu le foyer de quelque 368 000 Palestiniens qui ont fui la guerre israélo-arabe de 1948 [2]. Le gouvernement jordanien a systématiquement effacé toute trace

d’une identité palestinienne distincte dans le but de créer une identité nationale jordanienne plus large.

Le roi Abdallah de Jordanie s’est rendu à Jérusalem en 1948 et s’est proclamé souverain de la Palestine.

Même pendant la guerre de 1948, le roi Abdallah a effectué une brève visite à Jérusalem le 15 novembre où il s’est proclamé souverain de la Palestine ainsi que de la Jordanie, et en avril 1950, la Jordanie a officiellement annexé la zone qu’elle occupait pendant la guerre et l’a désignée » Cisjordanie du Royaume hachémite de Jordanie » [3]. Une décennie plus tard, le petit-fils et successeur d’Abdallah, le roi Hussein, déclara sa ferme opposition à l’idée d’une « entité palestinienne » distincte, convoquant une conférence en janvier 1960 de loyalistes hachémites pour dénoncer « l’innovation méprisable » de l’établissement d’une entité de gouvernement palestinien [4].

Les résidents palestiniens des rives est et ouest ont été incorporés dans le tissu social, économique et politique de la Jordanie dans une bien plus grande mesure que leurs frères de tout autre État arabe, principalement en raison du besoin urgent du royaume d’augmenter sa faible population et en raison de la proportion élevée de réfugiés palestiniens par rapport à la population bédouine d’origine. Cela explique pourquoi la Jordanie a été le seul pays arabe à intégrer pleinement les réfugiés palestiniens de 1948. Suite à la prise de la Cisjordanie par Israël pendant la guerre des Six Jours en juin 1967, environ 240 000 Palestiniens ont été déplacés pour la première fois et quelque 190 000 étaient des réfugiés. qui avaient déjà été déplacés en 1948, augmentant la population palestinienne de Jordanie à plus de la moitié de la population totale du royaume [5].

La tension entre le régime hachémite et ses sujets

palestiniens n’a cessé de croître au lendemain de la guerre de 1967 alors que les organisations terroristes palestiniennes établissaient un État dans l’État dans le royaume, transformant son territoire en un tremplin pour les attaques contre Israël. Les choses ont éclaté en septembre 1970 avec une tentative d’assassinat contre le roi Hussein dans le cadre d’une tentative plus large de l’Organisation de libération de la Palestine (OLP) de renverser la monarchie hachémite et de prendre le contrôle de l’État. Cela a conduit à une confrontation totale qui est devenue largement connue sous le nom de Black September (Septembre noir). Au milieu de violents combats avec des massacres de milliers de civils innocents (dont de nombreux d’origine palestinienne) et une invasion syrienne limitée à l’appui de l’OLP, le groupe a été expulsé de Jordanie, un processus achevé en juillet 1971. Et bien que cette déroute militaire n’ait pas réussi à donner un coup mortel à l’OLP, qui a rapidement remplacé la Jordanie par le Liban comme pays d’origine, Hussein a poursuivi ses efforts inlassables pour affaiblir et marginaliser l’organisation et par extension le nationalisme palestinien. Cela a été clairement illustré par son plan de mars 1972 d’un royaume arabe uni sous sa direction comprenant la Jordanie, la Cisjordanie et la bande de Gaza, dans lequel les Palestiniens devaient jouir de l’autonomie[6]. À la frustration du roi, le plan, conçu avec la bénédiction d’Israël, s’est heurté à l’indignation arabe généralisée, en particulier en Égypte, où le gouvernement a répondu en rompant les relations diplomatiques avec la Jordanie.

Le président égyptien Gamal Abdel Nasser (au centre) négocie un cessez-le-feu pendant septembre noir entre Yasser Arafat (à gauche) et le roi Hussein de Jordanie (à droite), Le Caire, le 27 septembre 1970. Suite à une tentative de l'OLP de renverser la monarchie hachémite, la Jordanie a expulsé l'OLP de son territoire.

La guerre du Yom Kippour de 1973 a renforcé la position interarabe de l'OLP alors que la plupart des États arabes cherchaient à renforcer l'organisation comme moyen de faire avancer leurs propres positions vis-à-vis d'Israël. La Ligue arabe aurait reconnu l'OLP comme « unique représentant du peuple palestinien » lors de son sommet d'Alger en novembre 1973 si la Jordanie n'avait pas fait dérailler l'initiative au dernier moment. Mais ce n'était qu'une victoire à la Pyrrhus puisque la reconnaissance panarabe du nationalisme palestinien (et de l'OLP comme seul champion) fut adoptée un an plus tard, lors du sommet de la Ligue arabe d'octobre 1974 à Rabat, la capitale marocaine.

Cela a déclenché un processus de désengagement jordano-palestinien qui a abouti à la renonciation par Hussein en juillet 1988 des revendications de la Jordanie sur la Cisjordanie, en faveur de l'OLP, suite à l'échec de trois initiatives visant à institutionnaliser les relations entre

Jordaniens, Palestiniens et Israéliens. Mais le soulèvement palestinien en Cisjordanie et à Gaza (décembre 1987-septembre 1993), ou l'intifada, a enfoncé un dernier clou dans les espoirs du roi de reconquérir la Cisjordanie : la population palestinienne n'a pas soutenu cette option tandis que ses sujets bédouins craignaient la le soulèvement déborderait sur la Cisjordanie et subvertirait le royaume hachémite [7]. Le soulèvement semblait avoir mis un terme à l'idée d'un royaume unifié réintégrant les Palestiniens de Cisjordanie en tant que sujets jordaniens, tout comme le lancement en septembre 1993 du « processus de paix » Israël-OLP d'Oslo et la conclusion d'un accord de paix jordano-israélien l'année plus tard.

Mais les appels à la résurrection de « l'option jordanienne » ont refait surface au cours des décennies suivantes, reflétant une désillusion croissante face au processus d'Oslo. Du côté israélien, la prise de conscience a grandi que la direction de l'OLP (sans parler de celle du Hamas et du Jihad islamique) considérait Oslo non pas comme le moyen d'une solution à deux États – Israël et un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza – mais pour la substitution d'un État palestinien à la place d'Israël. Cette compréhension des motivations de l'OLP a ravivé des souvenirs chaleureux de la collaboration de longue date du mouvement sioniste avec la dynastie hachémite remontant au début des années 1920.

Des sentiments similaires ont été suscités du côté palestinien par la désillusion généralisée face à la nature corrompue et oppressive de l'Autorité palestinienne dominée par l'OLP, avec 51 % des répondants à un sondage de 2013 soutenant « l'option jordanienne », soit environ 10 % de plus que dans une situation similaire. lors d'un sondage cinq ans plus tôt [8]. Cet état d'esprit s'est reflété dans la suggestion de juin 2016 du président de l'Université al-Quds, Sari Neusseibeh – qui s'était auparavant donné beaucoup de mal pour se désengager de l'héritage de son défunt père en tant que ministre jordanien de la Défense des années 1950 – pour

reconsidérer un projet d'une fédération jordano-palestinienne. Plus important encore, l'ancien Premier ministre jordanien Abdel Salam Majali a exprimé son soutien à l'idée, déclarant : « La Jordanie ne peut exister sans la Palestine, et la Palestine ne peut exister sans la Jordanie »[9] .Et tandis que les idées de Nusseibeh et Majali ne sont guère représentatives, elles indiquent que des personnalités éminentes et une opinion publique substantielle soutiennent toujours le brouillage de la spécificité palestinienne et la création d'une identité collective des deux côtés du Jourdain [10].

L'Égypte comme intermédiaire

Les Palestiniens sont utiles aux États arabes tels qu'ils sont. Nous veillerons toujours à ce qu'ils ne deviennent pas trop puissants. Pouvez-vous imaginer une autre nation sur les rives de la Méditerranée orientale [11] ! Alors que le gouvernement égyptien n'a manifesté aucun désir d'annexer la bande de Gaza après la guerre arabo-israélienne de 1948, il n'était pas plus disposé que la Jordanie au développement de l'identité nationale palestinienne ou d'un État palestinien, comme l'a dit le président égyptien Gamal Abdel Nasser à un journaliste occidental. **Au lieu de cela, il a soumis les habitants de la bande de Gaza à un régime militaire sévère et ne leur a pas offert la citoyenneté égyptienne.**

Malgré ce point de vue, Nasser a paradoxalement joué un rôle déterminant dans le développement du nationalisme palestinien en incitant à la formation de l'OLP en 1964. Il l'a fait non pas par souci du bien-être des Palestiniens mais comme un moyen, explique Edward Said, « d'institutionnaliser (peut-être même contenir) les énergies palestiniennes » et les utiliser pour promouvoir son objectif ultime de leadership panarabe[12]. À cette fin, il a choisi Ahmad Shukeiri pour diriger l'OLP. Shukeiri était un homme politique né au Liban, fidèle au

président égyptien qui, à son tour, a aidé à installer Shukeiri au poste de secrétaire général adjoint de la Ligue arabe. Cela a assuré la soumission de l'OLP à la volonté de Nasser et l'a empêchée de poursuivre des directions indésirables, en particulier celles basées sur le nationalisme palestinien [13].

Dans un autre paradoxe encore, c'est la guerre des Six Jours qui a donné une impulsion majeure à l'identité nationale palestinienne en desserrant l'étreinte de l'étranglement égyptien. Lorsque les populations de la bande de Gaza (et de la Cisjordanie) sont passées sous la domination d'Israël, le contrôle direct des États arabes sur ces Palestiniens s'est affaibli, permettant à l'OLP de rompre avec la domination égyptienne. Cela a été illustré par l'élection d'un président de l'OLP, Yahya Hamuda, qui n'était pas personnellement redevable à Nasser. Plus important encore, ce relâchement de la domination des États arabes a permis la prise de contrôle rampante des organes de décision de l'OLP par le groupe terroriste Fatah, qui avait auparavant rivalisé avec l'OLP pour la direction palestinienne. En 1969, avec Yasser Arafat à sa tête, le Fatah et ses factions satellites avaient remporté 45 des 105 sièges du Conseil national palestinien ; en revanche, le vétéran pro-égyptien Armée de libération de la Palestine est passé de 20 à 5 sièges. Avec le soutien des 28 représentants indépendants, le Fatah parvient à obtenir la majorité au conseil, et le 3 février 1969, Arafat devient président de l'OLP, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort en novembre 2004, et qu'il utilisera pour libérer le organisation de la domination des États arabes[14].

Rien d'étonnant à ce que les relations d'Arafat avec le successeur de Nasser, Anouar Sadate, n'aient pas été plus chaleureuses. Le rejet catégorique par Sadate de la fédération du roi Hussein, qui a conduit à une brève rupture des relations diplomatiques égypto-jordaniennes, a pleinement coïncidé avec les ambitions de l'OLP. Mais la position de

Sadate ne reflétait aucune sympathie pour l'organisation ou pour le nationalisme palestinien ; cela indiquait plutôt une réticence à voir une augmentation du prestige interarabe de la Jordanie à la suite d'une telle décision ainsi que la crainte de la perte correspondante du contrôle égyptien sur la question palestinienne, qui avait commencé à jouer un rôle croissant sur la scène internationale.

(De gauche à droite) Le premier ministre israélien Menachem Begin, le président Jimmy Carter, le président égyptien Anouar Sadate, Camp David, le 5 septembre 1978. Pour apaiser les partisans palestiniens, Sadate a insisté pour que le traité égypto-israélien reconnaisse le droit des Palestiniens à l'autonomie pour cinq ans avec leur statut définitif négocié avec Israël. (Photo : William Fitz-Patrick)

Pour cette raison, Sadate a insisté sur le fait que le traité de paix égypto-israélien, négocié au sommet de Camp David en septembre 1978, devait inclure la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autonomie pendant une période intérimaire de cinq ans, après quoi le statut final de la Cisjordanie et la bande de Gaza serait négocié avec Israël. Pourtant, c'était le plus loin qu'il était prêt à aller pour apaiser les

partisans de la cause panarabe la plus célèbre. Lorsque le plan d'autonomie a été rejeté avec mépris par Arafat, qui a également décliné l'appel personnel du président américain Jimmy Carter à rejoindre le processus de paix, [15] Sadate n'a eu aucun scrupule à briser le tabou arabe et a signé un accord de paix séparé avec Israël.

Les relations palestino-égyptiennes se sont considérablement améliorées après l'assassinat de Sadate, en grande partie en raison de l'expulsion de l'OLP du Liban en 1982 et par la détérioration des relations avec la Syrie. Mais ni les présidents égyptiens Hosni Moubarak (1981-2011) ni Abdel Fattah Sisi (2013 à ce jour) n'ont annulé le traité de paix avec Israël ou fait un réel effort pour promouvoir un État palestinien. Au lieu de cela, ils ont utilisé leur relation avec Israël comme un levier pour renforcer leur position régionale et internationale, en particulier vis-à-vis des administrations américaines successives, en jouant un rôle d'intermédiaire entre Israéliens et Palestiniens sans rechercher de solution.

Revendications syriennes

L'élite politique syrienne n'était pas plus favorable à l'autodétermination nationale palestinienne que ses homologues jordaniens ou égyptiens. Au cours de la décennie et demie qui a suivi son indépendance en 1946, la ligne politique sans ambiguïté a préconisé l'unification de la Grande Syrie comprenant le territoire de la Syrie actuelle, de la Jordanie, du Liban et d'Israël, sous le règne de Damas (le roi Abdallah de Transjordanie s'est également efforcé pour la création de cette entité sous sa direction) [16]. Même le parti panarabe Baath, qui a pris le pouvoir lors d'un coup d'État militaire en 1963 et qui a épousé la vision d'une « nation arabe » unifiée, du « golfe [Persique] à l'océan [Atlantique] », a continué à considérer la Palestine comme un partie du « sud de la Syrie ». Ce point de vue était particulièrement fort

pendant les 30 ans de règne (1970-2000) de Hafez Assad, qui affirmait qu'« un État du nom de Palestine n'a jamais existé » [17] .

Damas a plaidé pour une Grande Syrie comprenant la Syrie actuelle, la Jordanie, le Liban et Israël, sous le règne syrien.

Deux ans après que la Ligue arabe eut formellement reconnu l'OLP comme « unique représentant du peuple palestinien », Assad rencontra Arafat et le dirigeant druze libanais Kamal Joumblatt. Lors de la réunion d'avril 1976, Assad n'a eu aucun scrupule à dire au dirigeant palestinien que vous ne représentez pas la Palestine comme nous. N'oubliez jamais ce point ; il n'y a pas de peuple palestinien, pas d'entité palestinienne, il n'y a que la Syrie ! Vous faites partie intégrante du peuple syrien. La Palestine fait partie intégrante de la Syrie [18] .

Il n'est donc pas surprenant que le président syrien ait tenté d'utiliser l'expulsion de l'OLP du Liban par Israël en 1982 pour imposer l'hégémonie de la Syrie sur l'organisation, empêchant le retour de l'OLP dans le pays et déclenchant une guerre intestine entre les factions palestiniennes au Liban qui faisait rage. pendant des années et a coûté des milliers de vies. Il n'en est pas moins farouchement opposé à toute tentative de l'OLP d'affirmer une voie indépendante – notamment en s'engageant dans le processus d'Oslo – allant jusqu'à menacer Arafat de mort [19].

Cette perspective a prévalu sous le règne de Bashar Assad, qui a succédé à son père à la mort de l'aîné en juin 2000. La position syrienne tiède s'est manifestée lors de conférences interarabes dans les années 2000 qui ont adopté des résolutions soutenant les Palestiniens sur une foule de questions clés au centre de leur relation avec Israël (par

exemple, la souveraineté sur le Mont du Temple et Jérusalem) [20]. Non moins important, en mars 2002, la Syrie s'est opposée à la résolution 1397 du Conseil de sécurité – la première résolution contraignante sur la nécessité d'un État palestinien indépendant dans le cadre d' »une région où deux États, Israël et la Palestine, vivent côte à côte dans des zones sécurisées » avec des frontières reconnues. » [21]. Et tandis que Damas justifiait sa position par l'échec de la résolution à « prendre en compte les préoccupations arabes » et à « traiter la question fondamentale au cœur de cette question – l'occupation israélienne » [22], le fait demeure qu'il a retenu le soutien public pour une résolution internationale sur la création d'un État palestinien indépendant [23].

Conclusion

La guerre des Six jours de 1967 a placé la « question de Palestine » au premier plan de l'attention internationale, l'OLP acquérant une notoriété mondiale en tant que « seul représentant du peuple palestinien » tout en maintenant ses voies terroristes. Mais, les États arabes n'ont montré aucun intérêt réel pour un État palestinien au-delà des paroles habituelles.

Les États arabes n'ont montré aucun intérêt réel pour un État palestinien au-delà des paroles habituelles.

Malgré le renoncement de la Jordanie à ses revendications sur la Cisjordanie en 1988, la monarchie hachémite n'a manifesté aucun désir d'établir un État palestinien, dont elle craint qu'il renverse son pouvoir, ni n'a hésité à faire la paix et à collaborer étroitement avec Israël avec l'éventuel retour pouvoir du royaume en Cisjordanie, parfois évoqué par les deux camps. De même, alors qu'Anwar Sadate s'est donné beaucoup de mal pour rattacher la question palestinienne aux négociations

de paix égypto-israéliennes, la formulation convenue parlait d'une autonomie transitoire sans spécifier le statut d'État comme résultat final, et encore moins en insistant sur sa réalisation. Sadate n'a pas non plus été dissuadé d'opter pour une paix égypto-israélienne séparée une fois qu'Arafat a rejeté son ouverture. Ajoutez à cela l'adhésion catégorique du régime d'Assad à sa perception de la Palestine en tant que Syrie.

Nonobstant cette approche timide envers le nationalisme palestinien, des décennies de propagande antisioniste acharnée ont ancré la « question de Palestine » dans la psyché régionale collective au point de rendre extrêmement difficile pour les États arabes de conclure des traités de paix fonctionnels avec Israël sans un accord pro forma palestino-israélien. Pourtant, alors que cet état de fait donne aux Palestiniens un droit de veto sur la politique interarabe, il est peu probable qu'il fasse dérailler la collaboration arabo-israélienne qui s'intensifie, multiforme et de plus en plus ouverte, même en cas de grave détérioration des relations israélo-palestiniennes. Les accords de normalisation de 2020 entre Israël et les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc le montrent.

---

[1] Efraim Karsh, *Palestine Betrayed* (New Heaven et Londres : Yale University Press, 2010), p. 233.

[2] Efraim Karsh, « Les réfugiés palestiniens privilégiés » , *Middle East Quarterly* , été 2018.

[3] Joseph Nevo, *Abdullah ve-Arviyei Eretz Israel* (Tel Aviv : Shiloah Institute for Middle Eastern and African Studies, 1975), p. 111.

[4] Emile Touma, *Ha-Tnua ha-Leumit ha-Falestinit Veha-Olam ha-Arvi* (Tel-Aviv : Mifras, 1990), p. 85.

[5] Jalal Al Husseini, « Jordan and the Palestinians, » in Myriam Ababsa, ed., *Atlas of Jordan* (Beyrouth: Presses de l'Ifpo, Institut français du Proche-Orient, 2013), p. 230.

[6] Said Aburish, *Arafat : From Defender to Dictator* (Londres : Bloomsbury, 1999), p. 127.

[7] Hassan A. Barari, « Four Decades after Black September : A Jordanian Perspective », *Civil Wars* , septembre 2008, pp. 231-43.

[8] « Sondage d'opinion publique palestinien n° 48 », Centre palestinien de recherche sur les politiques et les sondages, Ramallah, juin 2013, p. 1.

[9] *Walla News* (Tel-Aviv), 3 juin 2016 .

[10] Michael Sharnoff, « La Jordanie veut-elle la Cisjordanie ? *Middle East Quarterly* , automne 2020.

[11] Efraim Karsh, « Les vrais ennemis des Palestiniens », Middle *East Quarterly* , printemps 2014.

[12] Edward Said, *La Question de Palestine* (New York : Vintage Books, 1980), p. 134.

[13] Said Aburish, *Nasser : The Last Arab* (New York : St. Martin's Press , 2004), pp. 222-3.

[14] Ibid., pp. 89-96.

[15] Efraim Karsh, *La guerre d'Arafat* (New York : Grove Press, 2003), pp. 49-50.

[16] Daniel Pipes, *Greater Syria : The History of an Ambition* (Oxford : Oxford University Press, 1992) ; Philip S. Khoury, « Factionnalisme parmi les nationalistes syriens pendant le mandat français », *International Journal of Middle East Studies* , novembre 1981, pp. 441-66 ; Patrick Seale, *The Struggle for Syria* (Oxford : Oxford University Press, 1965),

pp. 13-4, 54.

[17] Yehoshafat Harkabi, *Fatah ba-Estrategia ha-Arvit* (Tel-Aviv : Maarachot, 1969), p. 30.

[18] Kamal Joumblatt, *Je parle pour le Liban* (Londres : Zed Press, 1982), p. 78.

[19] Karsh, « Les vrais ennemis des Palestiniens » .

[20] Eyal Zisser, *Be-Shem ha-Av. Bashar Assad : Shanim Rishonot ba-Shilton* (Tel Aviv : Tel Aviv University Press, 2004), p. 177.

[21] Rés. 1397 , Conseil de sécurité des Nations Unies, New York, 12 mars 2002.

[22] Communiqué de presse, Département de l'information publique , Conseil de sécurité , New York, 3 décembre 2002 .

[23] Zisser, *Be-Shem ha-Av* , p. 178.